EN SYRIE

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Toutes les mesures nécessaires seront prises par le gouvernement français pour éviter que des armes et des munitions soient laissées à l'abandon sur les champs de bataille ou quelque lieu que ce soit.

Les autorités militaires françaises devront faire le nécessaire en vue de la récupération des armes qui pourraient se trouver aux mains de la population.

6) En considération des honneurs de la guerre accordés aux forces françaises, les officiers, sous-officiers et soldats français sont autorisés à garder leurs armes individuelles, fusils ou mousquetons, revolvers, baïonnettes, épées ou sabres ; les soldats ne conserveront aucune munition.

Dans chaque unité, pour des raisons de sécurité, il sera laissé un chiffre réduit de munitions. La gendarmerie gardera ses armes et une quantité réduite de munitions.

Tout autre matériel de guerre, y compris les canons, les batteries côtières, antiaériennes, ainsi que les véhicules militaires, sera stocké sous le contrôle des autorités britanniques. Il sera procédé à une inscription de ce matériel et les autorités britanniques auront le droit de prélever ce qui leur est nécessaire. Le reste sera détruit par les autorités françaises, sous le contrôle des autorités britanniques.

7) Les prisonniers appartenant aux forces alliées seront immédiatement libérés, y compris ceux qui ont été transférés en France. En ce qui concerne ces derniers, les autorités britanniques se réservent le droit de détenir en captivité un nombre égal d'officiers, autant que possible de grade équivalent, jusqu'à ce que les officiers incarcérés en France aient été libérés.

Les prisonniers français seront libérés lorsque tout le territoire de la Syrie et du Liban auront été occupés et les clauses du présent accord pleinement exécutées. Ils seront alors mis en mesure de rejoindre leur unité en vue de leur rapatriement.

8) L'alternative de se rallier à la cause alliée ou d'être rapatrié sera laissée au libre choix de chaque individu, tant civil que militaire. Les civils qui ne se rallieront pas à la cause alliée pourront être autorisés à rester au Levant.

9) Les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires appartenant à des services techniques, et les officiers des services spéciaux, resteront en fonctions le temps nécessaire pour assurer la continuation de l'administration du pays, jusqu'à ce qu'ils puissent être remplacés. Ils pourront alors être rapatriés s'ils en expriment le désir. Ils pourront être licenciés pour attitude répréhensible ou service insuffisant.

10) Les autorités britanniques sont d'accord pour que le rapatriement des troupes et des ressortissants français soit effectué par les transports maritimes français, sous réserves que ces personnes aient opté pour le rapatriement. Les autorités britanniques auront le droit de contrôler ces opérations de rapatriement.

11) Les avoirs en monnaie des ressortissants français rapatriés seront transférés suivant des modalités à établir. Les intéressés bénéficieront d'un traitement qui ne saurait être moins favorable que celui appliqué aux sujets britanniques ayant récemment quitté le Levant.

12) Les œuvres françaises, hôpitaux, écoles, missions religieuses, etc., seront assurées que leurs droits seront respectés. Les droits de ces institutions ne sauraient toutefois porter la moindre atteinte aux intérêts militaires des forces alliées.

13) Les administrations, les services publics et les services d'utilité publique, y compris les chemins de fer, les transports en commun, les installations d'électricité et distributions d'eau, seront maintenus dans leur fonctionnement avec leur personnel et remis intacts.

14) Tous les moyens de communication téléphoniques, radio-télégraphiques y compris le câble sous-marin, seront remis intacts aux autorités occupantes. L'utilisation des liaisons télégraphiques avec la France sera assurée au commandement français dans les mêmes conditions que pour les autres usagers.

15) Toutes les installations portuaires, tous les établissements navals et tous navires seront remis intacts aux autorités occupantes.

16) Tous les avions, tous les équipements et toutes les installations aéronautiques se trouvant sur le territoire syrien et libanais seront remis intacts. Dès la signature de la présente convention, les avions britanniques seront mis en mesure d'utiliser tous les aérodromes et terrains d'atterrissage existants.

17) Les stocks de carburant devront être livrés intacts. Les quantités nécessaires aux transports militaires seront mises à la disposition du commandement français.

18) La monnaie et autres moyens de paiement en circulation ou en réserve dans les établissements bancaires ou dans les caisses publiques ne subiront aucune destruction.

19) Les autorités militaires britanniques se réservent le droit de prendre à leur service les troupes du Levant, au fur et à mesure que celles-ci seront licenciées par les autorités françaises. Les armes de ces troupes seront remises aux autorités britanniques.

20) Les autorités britanniques n'engageront aucune poursuite et ne prendront aucune mesure de rigueur contre les autochtones syriens et libanais qui ont pris part, à titre militaire, aux récentes hostilités.

21) L'exécution du présent accord sera réglée ou contrôlée par une commission de contrôle qui siégera à Beyrouth et qui sera composée de cinq membres. Trois de ces membres, y compris le président, seront désignés par les autorités britanniques et les deux autres par les autorités françaises.

Cette commission pourra nommer autant de sous-commissions et avoir recours à autant d'experts qui lui sera nécessaire.

22) Le présent accord est établi dans les deux langues française et anglaise. En cas de désaccord, le texte anglais fera foi.

La convention n'a aucune portée politique, confirme-t-on à Vichy

Vichy, 15 juillet. — Dans les cercles bien informés, on fait remarquer que le texte actuel des conditions d'armistice diffèrent sensiblement des premières exigences anglaises.

L'accord a un caractère très honorable et ne contient aucune clause politique, en sorte que les droits politiques de la France sur la Syrie et le Liban sont entièrement maintenus.

Le général Dentz, par l'intermédiaire de son représentant, le général de Verdilhac, a négocié exclusivement avec des militaires, de sorte que l'accord n'a aucune portée politique.

A remarquer aussi qu'il n'est nullement fait mention de de Gaulle et de Catroux.

L'intention du gouvernement français d'éviter toute apparence de document politique, est encore établie par le fait qu'il ne porte pas la signature du général Dentz, mais celle du général de Verdilhac, qui représentait en cette occasion le général Dentz en tant que commandant en chef et non comme haut-commissaire.

« Churchill a compris qu'il fallait arrêter le combat coûte que coûte », écrit un journal parisien

Paris, 15 juillet. — Sous le titre « Pire qu'un crime, une faute.. », M. Henri Lebre écrit dans le « Cri du Peuple :

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme ces malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême, qui est la conclusion normale de l'existence de ces monstres.

» Mais, pour reprendre un mot fameux, Churchill s'est rendu coupable de bien pire qu'un crime, car il vient d'être amené à commettre une faute.

» Ainsi, après une lâche agression, malgré une résistance magnifique de l'adversaire qu'elle prétendait abattre en quelques jours et qui la tenait encore en respect au bout de cinq semaines, l'Angleterre a fait à d'anciens alliés des conditions d'armistice matériellement plus dures que celles qui nous furent imposées il y a un an par un adversaire vainqueur qui nous avait entièrement à sa merci. Matériellement plus dures, avons-nous écrit, et moralement ignobles, faut-il ajouter.

» On comprend que le gouvernement français n'ait pas hésité à refuser d'engager une discussion sur des propositions aussi infâmes.

» Son refus a eu pour effet d'amener Londres à composition et les clauses politiques ayant été retirées par Churchill, le général Dentz a pu conclure un armistice.

» Devant la tournure catastrophique que prennent les événements pour son allié Staline, Churchill a compris qu'il fallait arrêter le combat en Syrie, coûte que coûte.

» Et il a fait des concessions.

» Mais l'ignominie dont il a fait preuve ne doit pas être oubliée, et nous voulons espérer que le gouvernement français saura en tirer les conséquences inéluctables. »

Le récit d'un aumônier

Vichy, 15 juillet. — Un navire-hôpital venant de Beyrouth a débarqué à Bizerte des grands blessés de Syrie. Il a quitté le port tunisien, mardi matin, pour la métropole. Il ramène en France un certain nombre de braves qui, tous, supportent courageusement leurs souffrances et sont animés d'un moral excellent. Parmi les officiers se trouve un lieutenant de vaisseau qui fut déjà blessé trois fois pendant la campagne de France sur le front de Flandre.

Un aumônier a résumé pour un journaliste son opinion sur la conduite de nos troupes pendant la campagne syrienne :

« Nos petits soldats, a dit ce prêtre, se sont constamment battus à un contre quatre, sans jamais manifester le moindre découragement. Ils ont lutté pied à pied pour défendre nos positions. J'ai fait la guerre 1914-18, j'ai vu de violents combats, mais ceux auxquels il m'a été donné d'assister en Syrie les ont dépassés en acharnement. La France peut être fière de ses fils qui viennent d'ajouter une nouvelle page de gloire à son histoire militaire.

Un nouveau ministre de Hongrie en France

Budapest, 15 juillet. — Le ministre de Hongrie en France et le ministre de Hongrie en Italie ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite. C'est M. Bertro Akias Gosinelli, ancien ministre à Belgrade, qui représentera la Hongrie auprès du gouvernement français.

Le colonel Moelders, qui a abattu 115 avions, est récompensé par le Führer

Quartier général du Führer, 16 juillet. — Le colonel Moelders, chef d'une escadrille de chasse sur le front est, qui a descendu cent quinze avions, dont cinq aujourd'hui, a reçu comme premier officier de la Wehrmacht la plus haute distinction du Führer, la Croix de fer avec palmes et épée de diamant.

La guerre germano-britannique

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

D'autre part, toujours le 14 juillet des avions de combat allemands ont exécuté d'audacieux vols diurnes. Opérant en rase-mottes, ils ont attaqué avec succès des objectifs de guerre importants du Pays de Galles. Tous les avions allemands sont rentrés indemnes à leur base.

Provisoirement, l'amirauté britannique annonce qu'elle a perdu 311.000 tonnes en juin

Amsterdam, 15 juillet. — L'Amirauté britannique annonce provisoirement, pour le mois de juin, la perte de 71 navires britanniques et alliés totalisant 311.000 tonnes et de 8 bateaux neutres naviguant pour le compte de l'Angleterre.

Le Service anglais des informations communique qu'à l'avenir l'Amirauté britannique ne publiera plus régulièrement les pertes en navires, afin « de ne pas fournir d'informations importantes à l'ennemi ». Les pertes ne seront publiées que lorsque l'Amirauté britannique le jugera nécessaire.

Le capitaine de corvette Schuetze a reçu les palmes de la Croix de fer

Quartier général du Führer, 15 juillet. — Le Führer et commandant en chef des forces armées a décoré le capitaine de corvette Schuetze, commandant d'un sous-marin, des palmes de chevalier de l'ordre de la Croix de fer et lui a fait parvenir le télégramme suivant :

« Reconnaissant avec gratitude l'héroïsme dont vous faites preuve dans la lutte pour l'avenir de notre peuple, je vous décore, à l'occasion du coulage de 200.000 tonnes de tonnage marchand ennemi, comme 23e officier des forces armées allemandes, des palmes de chevalier de l'ordre de la Croix de fer. »

Plusieurs raids britanniques au-dessus du Nord-Ouest de l'Allemagne

Berlin, 15 juillet. — Dans la nuit du 14 au 15 juillet, des avions britanniques ont survolé le Nord-Ouest de l'Allemagne. Les bombes explosives et incendiaires ont été lancées en plusieurs endroits ont causé des dommages principalement dans les quartiers habités. En outre, une église, un hôpital et un hospice ont été touchés. Une fois de plus, seuls des civils sont tombés victimes de ces attaques. Quatre appareils ennemis ont été descendus par des chasseurs nocturnes et la D.C.A.

LES AVIONS ALLEMANDS détruisent vingt-six mille tonnes de navires en rade de Suez

Berlin, 15 juillet. — On apprend de source allemande autorisée, que, dans la nuit de dimanche à lundi, l'aviation allemande a attaqué une importante concentration de navires en rade de Suez.

Au cours de ces opérations, trois navires d'une jauge globale de 26.000 tonnes, ont été anéantis.

De nombreux autres navires ont probablement été endommagés ; entre autres, deux cargos de 6.000 tonnes ont été touchés si gravement que leur perte semble certaine. Un transport de 14.000 tonnes a été touché de plein fouet par des bombes du plus gros calibre et de fortes explosions en ont résulté ; un navire marchand de 5.000 tonnes a été endommagé.

On a observé que de nombreuses bombes étaient tombées à proximité de plusieurs autres navires. Il n'y a pas eu de perte du côté allemand.

Vichy, 16 juillet. — Le général Weygand, délégué général du gouvernement en Afrique est reparti pour Alger.

Nouveau bombardement de Gibraltar

La Linéa, 15 juillet. — Malgré une vive réaction de la D. C. A., deux avions ont bombardé Gibraltar.

Vingt navires marchands se trouvaient dans le port et de nombreuses unités de guerre étaient ancrées dans le port militaire. Les avions ont réussi à se retirer indemnes.

Plusieurs unités de guerre parmi lesquelles quelques croiseurs, ont appareillé et se sont dirigés vers la Méditerranée.

Lord Halifax serait nommé vice-roi des Indes

Stockholm, 15 juillet. — Le correspondant londonien du journal suédois « Gœteborgs Hansels und Schiffahrt Tidningen » mande que les rumeurs suivant lesquelles lord Halifax démissionnerait du poste d'ambassadeur d'Angleterre à Washington, avaient pris lundi matin des formes plus consistantes. Selon une dépêche parvenue de Delhi, le bruit circule que lord Halifax serait nommé vice-roi des Indes.

Les hostilités germano-soviétiques

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Quelque d'importantes formations soviétiques encerclées à l'ouest eussent entrepris, en même temps, de violentes tentatives de sortie, les forces allemandes, inférieures en nombre, ont eu raison, après trois jours de combats, de la supériorité numérique bolcheviste.

Les troupes soviétiques encerclées à l'ouest de Berditchev ont été anéanties ou capturées. Partout, la résistance sur les flancs a été brisée.

Les bolchevistes ont subi d'importantes pertes en hommes, en armes et en matériel.

Des tanks bolchevistes détruits par centaines

Berlin, 15 juillet. — D'imposantes formations blindées soviétiques ont été anéanties pendant la journée de lundi, au moment où elles tentaient de combler les vides derrière les fortifications démolies de la ligne Staline et d'enrayer l'avance des troupes allemandes sur Kiev. Ces chars avaient été envoyés dans le secteur en toute hâte et, dès dimanche déjà, de violents combats avaient été engagés.

Des centaines de tanks soviétiques de 50 à 70 tonnes se sont effondrés sous le tir des chars de combat et des chasseurs de tanks allemands. Certains tanks lourds étaient munis de canons de 150 m/m ; malgré cela, ils n'ont pu échapper à la destruction.

Les formations blindées soviétiques ont été dispersées ; d'aucunes ont été refoulées dans les forêts, d'autres ont été encerclées.

Le gros des troupes soviétiques a été anéanti complètement.

Des régiments soviétiques ont abandonné leurs positions sans combattre

Berlin, 16 juillet. — On mande au D. N. B. qu'au cours de violents combats qui se sont déroulés dans la région de Polotsk, un bataillon d'infanterie allemand s'est emparé, lors de la percée de la ligne Staline, d'un abri bétonné dont les parois avaient plus de deux mètres d'épaisseur. Dans cet abri, les soldats allemands ont découvert des armoires blindées, emmurées dans les parois et dans lesquelles on avait enfermé des ordres émanant du haut commandement bolchevique.

Dans une note envoyée par un commandant d'une division bolchevique au corps d'armée, il était souligné que, le 12 juillet, de nombreux régiments soviétiques ont abandonné leurs positions par suite des effets destructeurs de l'artillerie lourde allemande, sans avoir averti au préalable le commandement. Par suite de cette retraite, les troupes se trouvant en arrière se sont trouvées en butte à l'attaque allemande et elles ont été anéanties.

L'action de l'aviation

Berlin, 16 juillet. — Les succès que les troupes allemandes ont remportés partout, au cours de ces derniers jours ont été puissamment élargis par suite de l'appui que l'aviation a donné à l'action des troupes terrestres.

Dans la région située entre Tchernigov et Briansk, des chemins de fer, des gares et des dépôts de locomotives ont été attaqués et détruits à coups de bombes de gros calibre. Au cours de la seule journée du 14 juillet, vingt-trois locomotives, environ mille wagons de chemin de fer, ainsi que deux canons montés sur rails, ont été mis hors d'usage.

A l'est de Gomel, les avions de combat allemands ont surpris, le 14 juillet, des colonnes tractées soviétiques. Les troupes et les véhicules soviétiques ont été irrémédiablement assaillis à coups de bombes. Poursuivant leur attaque par des vols en piqué, les aviateurs allemands les ont mitraillés ensuite au moyen de leurs armes de bord.

Les Soviets ont déjà perdu 7.182 avions

Berlin, 15 juillet. — Dans des combats menés, au cours de la journée du 14 juillet, contre des forces aériennes supérieures, l'aviation allemande a de nouveau réduit, dans d'importantes proportions, le nombre des avions soviétiques.

En l'espace de vingt-quatre heures, 72 appareils soviétiques ont été abattus tandis que 150 autres étaient détruits au sol.

Contre ce total de 222 avions bolchevistes détruits, les pertes allemandes ne s'élèvent qu'à neuf appareils.

Le nombre total des avions soviétiques abattus ou détruits au sol s'élève jusqu'à présent à 7.182.

A l'instar de leurs amis anglais, les Soviets ne reconnaissent ni Croix-Rouge, ni bateau-hôpital

Berlin, 15 juillet. — Au sujet de l'observance des règles de conduite humanitaires de la guerre, on déclare aujourd'hui, à la Wilhelmstrasse qu'il n'y a pas de doute que, du côté allemand, tout a été fait afin de respecter ces règles.

A cet égard, on souligne que le Reich avait signifié à l'Union des Soviets l'utilisation de navires-hôpitaux dans la mer Baltique, mais que les bolchevistes ont donné une réponse brutale, disant qu'ils ne songeaient pas un instant à respecter les navires-hôpitaux allemands et qu'ils étaient décidés à les traiter comme des navires de guerre.

Dans les milieux politiques de la capitale du Reich, on considère cette réponse comme une preuve éclatante que les bolchevistes sont fermement décidés à faire brutalement et cyniquement fi des principes humanitaires, ce qui constitue une provocation au monde civilisé.

Le commandant du corps de volontaires espagnols est arrivé à Berlin

Berlin, 15 juillet. — Le général Munoz Grande, commandant du corps de volontaires espagnols, est arrivé à Berlin, venant de Madrid, en compagnie du colonel Troncoso, chef d'état-major et de plusieurs autres officiers de l'état-major de la division.

L'échange des diplomates français et soviétiques est en bonne voie

Vichy, 15 juillet. — Les formalités d'échange de diplomates étant terminées, le train spécial de l'ambassadeur de l'U.R.S.S. et de sa suite, qui se trouvait depuis la rupture des relations franco-soviétiques à la frontière espagnole, quittera la France jeudi à destination de la Turquie, via l'Italie.

L'ambassadeur de France à Moscou et sa suite quitteront en même temps la capitale soviétique pour la Turquie.

L'allocution du Maréchal Pétain à l'inauguration de la Semaine de la France d'outre-mer

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Vichy, 15 juillet. — Voici le texte du discours que le maréchal Pétain, chef de l'État, a prononcé mardi après-midi à Vichy, à l'occasion de l'inauguration de la semaine de la France d'outre-mer.

« Français,

« En inaugurant aujourd'hui la Semaine de la France d'outremer, ma pensée va vers nos compatriotes de l'Empire dont le loyalisme et l'ardeur ont permis à la patrie blessée d'entreprendre son relèvement.

« Je pense aux fonctionnaires, aux colons, aux agriculteurs, aux ingénieurs, qui se sont remis au travail avec courage et confiance.

« Je pense aux populations indigènes qui, dans le malheur de la patrie ont conservé leur amour et leur confiance à la grande nation qui les avait toujours aimées et protégées.

« Ma pensée va aussi à nos troupes vaillantes, à nos soldats de la légion et de l'infanterie coloniale, à nos marins, à nos aviateurs qui se sont battus avec un héroïsme qui force l'admiration du monde, pour défendre des terres lointaines conquises par leurs glorieux prédécesseurs.

« Malgré quelques défections criminelles, tous se sont groupés autour du drapeau pour défendre l'unité de l'empire et les liens sacrés qui l'unissent à la métropole. Je les cite en exemple à tous les Français, à notre jeunesse, qui comprend chaque jour davantage la mission impériale de la France.

« C'est à une pieuse veillée que je vous convie, Français, en songeant que dans l'univers entier bat un peu du cœur de la France. »

Un film à la gloire de Brazza

Le maréchal Pétain, accompagné de l'amiral Platon, assistera, mercredi à la projection d'un film rappelant la vie de Brazza. Une conférence aura lieu ensuite, où le capitaine de vaisseau Hiessler traitera ce sujet : « De Brazza et la dissidence au Gabon. »

Une allocution du vice-amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine

Hanoï, 15 juillet. — A l'occasion de l'ouverture de la Semaine de la France d'Outre-mer, le vice-amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine, a prononcé mardi une allocution radiodiffusée.

Il a adressé le salut de la colonie à la poignée de braves qui pendant un mois ont défendu les territoires du Levant, confiés à la garde de la France.

L'amiral a souligné ensuite la signification profonde des cérémonies qui vont se dérouler simultanément dans tout l'Empire, et il a demandé aux Indochinois de faire confiance à la France.

« Nous ne nous arrêterons plus, a-t-il conclu, sur la voie lumineuse que la révolution nationale trace devant nous. Nous allons travailler ensemble pour que l'union indochinoise demeure un joyau de la couronne impériale française ».

A l'occasion de la Semaine de la France d'outre-mer, un timbre d'un franc avec une surtaxe d'un franc dont le produit sera versé au Secours national, sera mis en vente. Cette figurine imprimée en trois couleurs par le procédé de la taille douce reproduit le sujet de timbre-poste de la France d'outre-mer préparé en avril 1940. Le tirage a été fixé à 1.200.000 exemplaires. La vente commencera jeudi dans les grandes villes.

Vingt gaullistes sont arrêtés au Maroc

Rabat, 15 juillet. — A Rabat, on a procédé à l'arrestation de vingt gaullistes, chez lesquels on avait trouvé un important matériel de propagande. Ils avaient favorisé la désertion de gaullistes de la zone française et l'enrôlement de Français dans une armée étrangère.

Comment M. Roosevelt s'efforce d'entraîner les États-Unis dans la guerre

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

La nouvelle publiée par le journal de Stockholm, d'après laquelle M. Roosevelt est résolu à provoquer la guerre, a dévolé subitement au public américain la politique de folie de son président.

Les Etats-Unis et le Portugal

Les faits que vient de déceler le journal suédois ont produit l'effet dune bombe au Sénat, qui a pourtant l'habitude des « tours » du président Roosevelt. La politique faite ces derniers temps par le Président, a ouvert les yeux à plus d'un de ses partisans ; cependant, la terreur exercée par les Juifs dans la presse et la radio est si forte que chacun craint d'être accusé publiquement de faire partie de la prétendue « cinquième colonne ».

L'attaque brutale sur la petite Islande n'était qu'une des premières provocations préparées par M. Roosevelt. L'émotion soulevée par les interventionnistes qui réclamaient les Açores et les îles de l'Atlantique, ont obligé le département d'Etat à donner des garanties au représentant diplomatique du Portugal en ce qui concerne l'intégrité des îles portugaises dans l'Atlantique. Il est vrai que le ministre des affaires étrangères, M. Sumner Welles, a, de nouveau, fait, à l'occasion d'une conférence de presse, des déclarations équivoques à ce sujet, déclarations qui enlèvent toute valeur aux assurances données d'autre part au Portugal.

M. Sumner Welles a dit que le Portugal devait garder sa souveraineté sur les Açores et les îles du Cap-Vert, mais il a rappelé en même temps, la déclaration de M. Roosevelt d'après laquelle il était nécessaire pour la sécurité des Etats-Unis, que les bases de l'Atlantique restassent entre les mains de « nations amies ». Tout en répétant qu'à Washington on n'avait aucune intention d'agression contre le Portugal, il a souligné que la politique actuelle des Etats-Unis reposait sur leur droit de défense personnelle...

« Un crime sans pareil »

M. Roosevelt poursuit actuellement une politique qui fut décidée depuis longtemps et qui prévoit une intervention armée des Etats-Unis en Europe, déclara le député républicain Tinkham.

« Les différentes déclarations faites par M. Roosevelt, poursuit M. Tinkham, et celles du premier ministre britannique Churchill ont prouvé qu'il existe un accord secret concernant une collaboration entre la flotte américaine et la flotte anglaise. »

De son côté, le « leader » de la minorité à la Chambre des représentants, le député Joseph W. Martin, a dit que c'était « un crime sans pareil de vouloir envoyer des jeunes gens américains de l'autre côté de la mer, sans équipement suffisant, sans armes et sans instruction. »

« L'Angleterre bénit les armes soviétiques » déclare M. Churchill aux Communes

Amsterdam, 15 juillet. — M. Churchill a exprimé mardi, aux Communes ses appréhensions quant aux effets que les récents débats relatifs à la production anglaise ont eus à l'étranger et dans les pays d'outre-mer. Aux Etats-Unis, ainsi que dans les Dominions — et principalement en Australie — ces débats, a-t-il dit, ont fait naître l'impression que l'industrie anglaise et le ministère de la production aéronautique se trouvaient en plein chaos.

M. Churchill a ajouté qu'il ferait prochainement, au cours d'une séance officielle aux Communes, une déclaration à ce sujet. Il a parlé ensuite de « l'accord solennel » conclu entre l'Angleterre et l'Union soviétique. « Il s'agit évidemment d'une alliance, a-t-il affirmé, et l'Union soviétique est en ce moment l'alliée de l'Angleterre. »

M. Churchill a cependant dénié que, de ce fait, l'Angleterre adoptait le point de vue des communistes et qu'elle combattait pour le triomphe du communisme. « Toutefois, a-t-il ajouté, l'Angleterre bénit les armes soviétiques et elle souhaite à l'U.R.S.S. de remporter tous les succès possibles »

Pour ce qui est de la situation en Syrie, M. Churchill a prétendu que les soldats anglais, australiens et hindous y ont défendu le territoire français. « L'Angleterre, a-t-il dit, se réjouit d'avoir pu rétablir, avec l'aide des troupes du général de Gaulle, l'indépendance et la souveraineté des populations de Syrie et du Liban. »

Les pourparlers de la mission soviétique à Londres

Genève, 16 juillet. — Le « Daily Telegraph » annonce que le chef de la mission soviétique, qui est reparti à destination de Moscou, reviendra à Londres d'ici quelque temps. Dans l'entre-temps, l'amiral Charlamov poursuit sans interruption les négociations engagées par la mission soviétique à Londres.

Le même journal écrit qu'il semble que les pourparlers anglo-soviétiques se déroulent d'une façon satisfaisante. En ce qui concerne l'assistance anglaise à la Russie, il est impossible de donner des précisions. On suppose cependant que l'U.R.S.S. a besoin de certaines matières premières, entre autres de caoutchouc.

L'AMIRAL DARLAN a reçu le nouvel ambassadeur de Portugal

Vichy, 15 juillet. — L'amiral Darlan, vice-président du Conseil, ministre-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a reçu M. Francè Cayro Zamata, qui lui a remis copie figurée des lettres l'accréditant en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Portugal en France.

On n'est pas ému à Berlin par le désir de M. Roosevelt de provoquer la guerre dans un bref délai

Berlin, 15 juillet. — Dans les milieux politiques de la capitale du Reich, on souligne aujourd'hui que le fait, rapporté par une information du correspondant new-yorkais du journal suédois « Alfonbladet » et selon lequel M. Roosevelt aurait l'intention de provoquer aussitôt que possible l'état de guerre entre l'Allemagne et les Etats-Unis, a été pris très au sérieux par la presse allemande. On considère que l'attitude qu'ont adoptée à ce sujet les journaux du Reich est cent pour cent exacte.

A la Wilhelmstrasse, on ne doute pas de l'exactitude de l'information suédoise. D'ailleurs, de l'avis des milieux allemands, elle se trouve confirmée par certains exemples et certaines indications concernant les mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis et qui sont entre-temps parvenues à la connaissance des milieux officiels berlinois.

On ajoute qu'on ne peut faire mieux, en se basant sur ces données, que d'éveiller l'attention de l'Europe sur la légèreté flagrante de M. Roosevelt et sur le danger qui pourrait être provoqué par son attitude.

Pour le reste, le peuple allemand ne manifeste aucun sentiment de crainte à la suite de l'information suédoise. La grande sincérité avec laquelle cette information a été portée à la connaissance du public permet, par contre, de voir jusqu'à quel point les dirigeants de l'Allemagne sont prêts et résolus de placer de tels faits non seulement devant l'opinion publique mondiale, mais aussi devant le peuple allemand.

Enfin, on déclare qu'il est intéressant de constater qu'un tel défi aux principes du droit des gens parvient à la connaissance du monde précisément à un moment où les bolchevistes prouvent, eux aussi, dans l'affaire des navires-hôpitaux, le peu de cas qu'ils font du droit des gens. Du côté allemand, on voit encore dans cette attitude une nouvelle manifestation de l'état d'esprit du trio Churchill-Roosevelt-Staline.

L'opinion d'un sénateur démocrate

New-York, 15 juillet. — L'« Associated Press » annonce que M. Glass, sénateur démocrate, âgé de 83 ans, a exigé, lors d'une interview, la levée immédiate de la loi de la neutralité américaine, pour rétablir la liberté des mers. « Les Etats-Unis devraient prendre toutes les mesures pour assurer les livraisons de matériel américain à l'Angleterre », déclara M. Glass, qui termina en affirmant que les Etats-Unis étaient déjà en guerre.

Qui a tué le banquier Bergonnier?

L'affaire de la rue Chenavard, à Lyon, a provoqué, dans le public, une émotion considérable et qui est loin de se calmer. Autour de l'assassinat du banquier Bergonnier, trouvé la tempe percée d'une balle de revolver dans son bureau, le mystère reste complet, malgré l'activité fiévreuse de la justice. Les nombreuses pistes suivies par le parquet n'ont rien donné et toutes les personnes arrêtées tour à tour ont dû être mises en liberté après quelques jours de détention. Les présomptions de culpabilité qui pesaient cependant lourdement sur divers inculpés : un mauvais garçon, un industriel, un membre de la haute société et une petite secrétaire, n'ont pas tenu devant l'évidence des faits. Comme dans tous les crimes, on a cherché la femme, et bien qu'une poignante histoire d'amour se greffe sur l'affaire, aux dernières nouvelles, il est impossible de se faire encore une conviction sur le mobile du crime.

Cependant, les lecteurs du JOURNAL DE ROUBAIX vont être à même de tout connaître de cette ténébreuse et déjà célèbre affaire, car prochainement commencera la publication dans nos colonnes d'un nouveau feuilleton :

L'affaire de la rue Chenavard

PAR

JEAN DE BARASC

Ce roman est le récit mouvementé d'un crime et, en même temps, l'histoire infiniment prenante d'une palpitante idylle.

L'AFFAIRE DE LA RUE CHENAVARD *sera lue par tous nos lecteurs avec l'intérêt le plus passionné.*

TRIBUNAUX

Cour d'assises du Nord

L'auteur d'une série de cambriolages à Cambrai est condamné à cinq ans de réclusion

Depuis l'ouverture des hostilités, la cour d'assises du Nord n'avait pas siégé. Thémis ne pouvait pas rester plus longtemps inactive. Hier une session ordinaire qui comportera quatorze affaires, s'est ouverte au palais de justice de Douai, sous la présidence de M. le conseiller Fautz.

C'est un nommé Auguste Flèche 42 ans, manœuvre à la Compagnie des chemins de fer du Nord à Cambrai qui comparaît le premier devant le jury du Nord.

Au début du mois d'avril 1938, profitant de l'absence de Mme Crépin, 25, avenue Michelet, à Cambrai, Auguste Flèche pénétra chez elle la nuit en escaladant le mur de clôture de son jardin et en ouvrant la porte à l'aide d'un passe-partout. Il s'empara d'une clé, d'un reçu d'obligation et d'une somme de 1.000 francs.

A la fin du même mois il opérait de la même façon chez M. Merlin, 25, rue de Lille, à Cambrai, où il dérobait des valeurs de bourse, des bijoux, de l'argenterie et du numéraire. Il adressait ensuite à sa victime une série de lettres anonymes lui ordonnant sous peine de mort, de déposer à un endroit indiqué, une somme de 10.000 francs en échange des titres volés.

Dans le courant du mois d'août, Flèche cambriola encore plusieurs maisons inhabitées. Chez M. Guilhandou, 23 avenue Michelet, à Cambrai, il enleva quelques objets sans grande valeur. A la maison Brasseur il brisa les scellés apposés par le juge de paix, enleva un coffre-fort et s'empara de 2.300 francs, de titres, de bijoux, d'argenterie. Chez le docteur Meurice il déroba un ventilateur, un appareil photographique, un billet de 20 francs.

Enfin en 1937 et 1938 il commit de nombreux vols à la gare de Cambrai, notamment un vélo à moteur, une perceuse électrique, etc...

La plupart des objets volés ainsi qu'une somme de 5.600 francs ont été retrouvés chez l'accusé qui a passé des aveux. Il les réitère devant la cour en pleurnichant et donne comme excuse son état de santé. Craignant de devoir cesser le travail, il voulait amasser de l'argent pour assurer son avenir.

Le jury rend un verdict affirmatif sur presque toutes les questions de culpabilité et il accorde les circonstances atténuantes.

En conséquence, la cour condamne Auguste Flèche à cinq ans de réclusion et cinq ans d'interdiction de séjour.

ÉCHOS

La femme élégante sait que le 200 Fin d'ELIZABETH ARDEN est le complément indispensable de sa garde-robe d'été. Cette lotion, résistant à l'eau, brunit la jambe, convient à la ville et à la campagne. 33 fr., plus 2 fr. de flacon. 21707

CARNET

Naissances

— Monsieur et Madame **Achille Bayart** sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, qui a reçu au baptême le nom de **Bénédicte**.

Roubaix, le 6 juillet 1941.

65, rue Colbert. 16426d

— M. et Mme **Pierre Deamaziéres-Gontier** sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille **Jeanne-Marie**.

Le 8 juillet 1941.

Tourcoing, 46, r. des Ursulines.

Halluin, 120, rue de Lille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 62385d

— M. et Mme **Paul Decrème-Verhaeghe** annoncent la naissance de leur fils **Claude**.

122-124, rue des Poutrains, Tg. 62382d

— Bernard, Bernadette (au ciel) annoncent la naissance d'une petite sœur, **Françoise**.

M. et Mme **H. Hazebrouck-Nollet**.

134, rue de Varsovie, Tourcoing. 62379d

— M. et Mme **Delos-Sigies** sont heureux d'annoncer la naissance et le baptême de leur quatrième enfant, **Geneviève**.

Wattrelos, 6 juillet 1941. 62373d

Mariages

— M. et Mme **Vannuffel-Mittler** et M. et Mme **Lahousse** font part du mariage de leurs enfants, **Jeanne et Paul**.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 19 juillet, à 10 heures 30, en l'église du Sacré-Cœur, à Tourcoing.

L'offrande tiendra lieu de félicitations.

89, r. d'Armentières, Tourcoing.

118, r. de Dunkerque, Tourcoing. 62378d

— Samedi 19 juillet 1941, à 11 h., en l'église Notre-Dame de Lourdes, à La Madeleine, sera célébré le mariage de Monsieur **Emile Senneville**, fils de Monsieur et Madame Emile Senneville-Lagache, avec Mlle **Cécile Monneret**, fille de M. et Mme Alphonse Monneret-Héreng.

Les familles recevront à la sacristie après la cérémonie religieuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Roubaix, 6, rue de Lille.

La Madeleine, 540, avenue de la République. 81821

— Le 12 juillet a été béni dans l'intimité en l'église Sainte-Elisabeth, à Roubaix, le mariage de Mademoiselle **Janine Vantroys**, fille de Monsieur et Madame Gaston Vantroys-Dubois, avec Monsieur **Donat Duquenne**, fils de feu Monsieur et de Madame Edouard Duquenne-Krabansky.

Roubaix, 148, rue du Coq-Français.

478, rue de Lanney. 16469d

Communiqué officiel italien

ROME, 15 JUILLET. — *Le quartier général de l'armée communique :*

En Afrique du Nord, sur le front de Sollum, nos troupes ont annihilé une tentative de contact d'unités blindées ennemies.

Dans le secteur de Tobrouk, une attaque déclenchée par des troupes ennemies contre un de nos points d'appui, a été repoussée. Les forces aériennes de l'axe ont attaqué violemment, à plusieurs reprises, les fortifications et le port de Tobrouk. D'autres formations ont bombardé des points d'appui avancés et des installations de l'ennemi. Dans l'oasis de Siva, entre Sidi-el-Barani et Marsa-Matrouk, des avions de chasse ont attaqué à basse altitude des unités motorisées dont quelques-unes ont été détruites.

L'ennemi a exécuté des attaques aériennes contre Derna, Bardia et Benghasi. Au-dessus de Benghasi, un avion britannique a été descendu par nos chasseurs.

En Afrique orientale, activité aérienne de l'ennemi contre Gondar. Notre défense terrestre est intervenue immédiatement et a abattu un avion dont l'équipage était composé de Français dissidents.

**Dans la nuit, des avions britanniques ont jeté sur Mess